



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
des politiques publiques**

Bureau : Pôle des expropriations publiques
et des installations classées (PEPIC)

Chambéry, le

Affaire suivie par : Claire Prost

Tél : 04.79.75.51.63

Mél : pref-dup@savoie.gouv

Le Préfet

à

Monsieur le directeur régional de
l'environnement, de l'aménagement et du
logement
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes
Pôle autorité environnementale
5 place Jules Ferry
69453 LYON cedex 06

Objet : Saisine de l'autorité environnementale pour examen au cas par cas – Mise en compatibilité du PLUI de l'ex-CALB dans le cadre d'une demande de déclaration d'utilité publique relative au projet d'aménagement d'un coeur de vie - quartier de la Sarraz porté par la commune de Grésy-sur-Aix.

PJ : 1 dossier

J'ai l'honneur de vous solliciter, en qualité d'Autorité Environnementale, dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas, sur le fondement de l'article R. 104-14 du code de l'urbanisme, au titre de la procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme nécessaire dans le cadre de la demande de déclaration d'utilité publique dont mon service a été saisi pour le projet visé en objet.

Vous voudrez bien trouver ci-joint les pièces suivantes :

- le formulaire dûment renseigné par le porteur de projet et ses annexes ;
- en complément, la notice explicative du dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Je tenais à vous préciser que ce même projet d'aménagement a été soumis à un examen au cas par cas, conformément à l'article R122-3-1 du code de l'environnement. L'autorité environnementale, dans sa décision n°2022-ARA-KKP-396 du 14 novembre 2022 a décidé que le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'adresser votre avis, conformément à l'article R104-31 du

code de l'urbanisme, dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier, dont vous voudrez bien m'informer par un accusé de réception.

En référence à l'article précité, l'absence de décision au terme de ce délai vaut obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Le Préfet,

François RAVIER